

Art. 32. In geval van gerechtelijke invordering zijn alleen de rechtbanken van Namen bevoegd.

HOOFDSTUK 13. — *Slotbepalingen*

Art. 33. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Akkerbouwproducten", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2022;

2° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Tuinbouw", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2002;

3° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Veeteelt en Vlees", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2002;

4° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "zuivel", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2018;

5° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Kleinveehouderij en andere", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 augustus 2017;

6° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Agro-voedingsmiddelen", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2022.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.

Art. 35. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34026]

29 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations volontaires destinées à la promotion des produits agricoles mentionnées à l'article D. 234 du Code wallon de l'Agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.59, D.60 et D. 234 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'avis l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu le rapport du 17 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis n° 116/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'agence : l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité ;

2° l'apiculteur : la personne physique ou morale qui produit du miel et dont les ruches sont situées en Région wallonne ;

3° la brasserie : la personne physique ou morale qui produit ou fait produire, sur base de sa propre recette, une bière ou plusieurs bières, au moyen de ses propres installations ou des installations d'un tiers situées en Région wallonne ;

4° le demandeur : toute personne qui introduit une demande de paiement des cotisations volontaires pour bénéficier des services de l'agence ;

5° le distillateur : l'opérateur économique établi en Région wallonne qui fabrique et vend des produits obtenus par distillation ;

6° l'héliculteur : la personne physique ou morale qui élève et produit des escargots comestibles en Région wallonne ;

7° le liquoriste : l'opérateur économique établi en Région wallonne qui fabrique et vend des liqueurs alcoolisées ;

8° le Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Art. 2. Les opérateurs économiques non représentés dans les systèmes de cotisations obligatoires prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2022 fixant les cotisations obligatoires destinées à la promotion des produits agricoles en application de l'article D. 234 du Code wallon de l'Agriculture, et qui souhaitent bénéficier des services de l'agence peuvent s'acquitter de cotisations volontaires.

Les demandes de paiement de cotisations volontaires peuvent être introduites à tout moment auprès de l'agence, par mail, courrier ou en ligne, sur un formulaire-type dont la forme et le contenu sont définis par arrêté ministériel.

Ce formulaire-type est disponible sur le site internet de l'agence.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande, l'agence communique au demandeur les documents nécessaires au suivi de sa demande.

Art. 3. Les demandeurs suivants exerçant leur activité en Région wallonne sont automatiquement autorisés à cotiser volontairement auprès de l'agence :

1° les apiculteurs ;

2° les héliculteurs ;

3° les brasseurs ;

4° les distillateurs, liquoristes et producteurs d'autres boissons, alcoolisées ou non, à l'exception de la bière et du vin.

Art. 4. § 1^{er}. Les cotisations volontaires sont déterminées comme suit :

1° les apiculteurs paient une cotisation annuelle de 50 euros ;

2° les héliculteurs paient une cotisation annuelle de 50 euros ;

3° les picobrasseries, la brasserie qui produit moins de deux-cents hectolitres de bières par an, paient une cotisation annuelle de 75 euros ;

4° les microbrasseries, la brasserie qui produit entre deux-cents et neuf-cent-nonante-neuf hectolitres de bières par an, paient une cotisation annuelle de 100 euros ;

5° les brasseries artisanales, définies comme les brasseries qui produisent entre 1.000 et 10.000 hectolitres par an, paient une cotisation annuelle de 150 euros ;

6° les brasseries industrielles, définies comme les brasseries qui produisent plus de 10.000 hectolitres par an, paient une cotisation annuelle de 200 euros ;

7° les distillateur, liquoristes et les producteurs d'autres boissons, alcoolisées ou non, à l'exception du vin et de la bière, paient une cotisation annuelle de 100 euros.

Art. 5. En ce qui concerne les demandeurs qui n'appartiennent pas à une des catégories reprises à l'article 3, le Ministre est autorisé à créer de nouvelles catégories de cotisants volontaires sur demande d'une association ou groupement d'opérateurs économiques.

Le Ministre crée une nouvelle catégorie, en précisant les conditions d'appartenance à cette catégorie et le montant des cotisations, par un arrêté ministériel.

Art. 6. Le montant des cotisations est notifié par l'Agence au cotisant volontaire annuellement, soit par mail soit par courrier, selon le mode choisi par le cotisant volontaire.

Celui-ci effectue le paiement dans les trente jours suivant la date de la notification.

À défaut de paiement dans ce délai, et sans réaction à l'envoi d'un rappel, le cotisant est exclu du système de cotisations volontaires et réintroduit une nouvelle demande d'adhésion au système. Il perd également le bénéfice des services de l'agence conditionnés au paiement de la cotisation. Le cotisant qui souhaite contester le montant de la facture ou son exclusion du système adresse une réclamation au service Fonds de promotion de l'Agence, par mail ou par courrier.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 8. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/34026]

29. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der in Artikel D. 234 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnten freiwilligen Beiträge zur Förderung von Agrarerzeugnissen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.59, D.60 und D.234;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 22. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 31. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 17. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 19. Mai 2022;

Aufgrund der am 3. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 116/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 20. Juli 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° die Agentur: die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft;

2° der Bienezüchter: die natürliche oder juristische Person, die Honig herstellt und deren Bienenstöcke sich in der Wallonischen Region befinden;

3° die Brauerei: die natürliche oder juristische Person, die nach eigenem Rezept ein Bier oder mehrere Biere mithilfe ihrer eigenen Anlagen oder der Anlagen eines Dritten, die sich in der Wallonischen Region befinden, herstellt oder herstellen lässt;

4° der Antragsteller: jede Person, die einen Antrag auf Zahlung freiwilliger Beiträge stellt, um die Dienste der Agentur in Anspruch nehmen zu können;

5° der Brenner: der in der Wallonischen Region ansässige Wirtschaftsteilnehmer, der durch Destillation gewonnene Erzeugnisse herstellt und verkauft;

6° der Schneckenzüchter: die natürliche oder juristische Person, die in der Wallonischen Region essbare Schnecken züchtet und produziert;

7° der Likörhersteller: der in der Wallonischen Region ansässige Wirtschaftsteilnehmer, der alkoholische Liköre herstellt und verkauft;

8° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

Art. 2 - Wirtschaftsteilnehmer, die nicht in den Pflichtbeitragssystemen gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2022 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zur Förderung von Agrarerzeugnissen in Anwendung von Artikel D. 234 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vertreten sind und die die Dienste der Agentur in Anspruch nehmen möchten, können freiwillige Beiträge entrichten.

Anträge auf Zahlung von freiwilligen Beiträgen können jederzeit bei der Agentur eingereicht werden, per E-Mail, Post oder online anhand eines Musterformulars, dessen Form und Inhalt durch Ministeriellen Erlass festgelegt werden.

Dieses Musterformular ist auf der Internetseite der Agentur verfügbar.

Innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Eingang des Antrags übermittelt die Agentur dem Antragsteller die Unterlagen, die für die Weiterverfolgung seines Antrags erforderlich sind.

Art. 3 - Die folgenden Antragsteller, die ihre Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben, sind automatisch berechtigt, freiwillige Beiträge bei der Agentur zu leisten:

1° die Bienezüchter;

2° die Schneckenzüchter;

3° die Brauer;

4° die Brenner, Likörhersteller und Hersteller von anderen alkoholischen oder nicht alkoholischen Getränken, mit Ausnahme von Bier und Wein.

Art. 4 - § 1. Die freiwilligen Beiträge werden wie folgt bestimmt:

1° Bienezüchter zahlen einen Jahresbeitrag von 50 Euro;

2° Schneckenzüchter zahlen einen Jahresbeitrag von 50 Euro;

3° die PicoBRAUEREIEN, die Brauerei, die weniger als zweihundert Hektoliter Bier pro Jahr herstellt, zahlen einen Jahresbeitrag von 75 Euro;

4° die MikroBRAUEREIEN, die Brauerei, die zwischen zweihundert und neunhundertneunundneunzig Hektoliter Bier pro Jahr herstellt, zahlen einen Jahresbeitrag von 100 Euro;

5° HausBRAUEREIEN, definiert als Brauereien, die zwischen 1 000 und 10 000 Hektoliter pro Jahr herstellen, zahlen einen Jahresbeitrag von 150 Euro;

6° industrielle Brauereien, definiert als Brauereien, die mehr als 10 000 Hektoliter pro Jahr herstellen, zahlen einen Jahresbeitrag von 200 Euro;

4° die Brenner, Likörhersteller und Hersteller von anderen alkoholischen oder nicht alkoholischen Getränken, mit Ausnahme von Bier und Wein, zahlen einen Jahresbeitrag von 100 Euro.

Art. 5 - Für Antragsteller, die nicht zu einer der in Artikel 3 genannten Kategorien gehören, ist der Minister befugt, auf Antrag eines Verbands oder einer Gruppe von Wirtschaftsteilnehmern neue Kategorien freiwilliger Beitragszahler zu schaffen.

Der Minister schafft eine neue Kategorie, indem er die Bedingungen für die Zugehörigkeit zu dieser Kategorie und die Höhe der Beiträge durch einen Ministeriellen Erlass festlegt.

Art. 6 - Die Höhe der Beiträge wird dem freiwilligen Beitragszahler von der Agentur jährlich mitgeteilt, und zwar entweder per E-Mail oder per Post, je nachdem, welche Form der freiwillige Beitragszahler gewählt hat.

Dieser leistet die Zahlung innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Mitteilung.

Wird die Zahlung nicht innerhalb dieser Frist geleistet und erfolgt keine Gegenreaktion auf das Erinnerungsschreiben, wird der Beitragszahler aus dem System der freiwilligen Beiträge ausgeschlossen und stellt einen neuen Antrag auf Beitritt zum System.

Er verliert auch die von der Zahlung des Beitrags abhängigen Leistungen der Agentur. Der Beitragszahler, der den Rechnungsbetrag oder seinen Ausschluss aus dem System anfechten möchte, richtet einen Einspruch an den Dienst der Förderfonds der Agentur, entweder per E-Mail oder per Post.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2023 in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34026]

29 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de vrijwillige bijdragen bestemd voor de bevordering van landbouwproducten vermeld in artikel D. 234 van het Waalse Landbouwwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.59, D.60, en D.234;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 2022 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2022 ;

Gelet op het rapport van 17 maart 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 19 mei 2022;

Gelet op het advies nr. 116/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 juni 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 20 juli 2022 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° het Agentschap ; het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitsvolle landbouw);

2° de imker: de natuurlijke of rechtspersoon die honing produceert en wiens bijenkasten zich in het Waalse Gewest bevinden;

3° de brouwerij: de natuurlijke of rechtspersoon die op basis van zijn eigen recept een of meerdere bieren produceert of laat produceren, met gebruikmaking van zijn eigen installaties of de installaties van een derde gevestigd in het Waalse Gewest;

4° de aanvrager: elke persoon die een aanvraag tot betaling van vrijwillige bijdragen indient om van de diensten van het Agentschap gebruik te maken;

5° de distilleerder: de in het Waalse Gewest gevestigde marktdeelnemer die door distillatie verkregen producten produceert en verkoopt;

6° de slakkenkweker: de natuurlijke of rechtspersoon die in het Waalse Gewest eetbare slakken kweekt en produceert;

7° de likeurstoker: de in het Waalse Gewest gevestigde marktdeelnemer die alcoholhoudende dranken vervaardigt en verkoopt;

8° de Minister: de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 2. Marktdeelnemers die niet vertegenwoordigd zijn in de verplichte bijdragesystemen waarin het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2022 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor de bevordering van landbouwproducten op grond van artikel D. 234 van het Waalse Landbouwwetboek voorziet, en die van de diensten van het Agentschap gebruik wensen te maken, kunnen vrijwillige bijdragen betalen.

Verzoeken om betaling van vrijwillige bijdragen kunnen te allen tijde per e-mail, per post of online bij het Agentschap worden ingediend op een standaardformulier waarvan vorm en inhoud bij ministerieel besluit worden vastgesteld.

Dit standaardformulier is beschikbaar op de website van het Agentschap.

Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de aanvraag zendt het Agentschap de aanvrager de documenten toe die nodig zijn voor de follow-up van de aanvraag.

Art. 3. De volgende aanvragers die hun activiteit uitoefenen in het Waalse Gewest zijn automatisch gemachtigd om de vrijwillig bijdragen te betalen aan het Agentschap:

1° de imkers;

2° de slakkenkwekers;

3° de brouwers;

4° de distilleerders, likeurstokers en producenten van andere al dan niet alcoholhoudende dranken, met uitzondering van bier en wijn.

Art. 4. § 1. De vrijwillige bijdragen worden als volgt vastgesteld:

1° de imkers betalen een jaarlijkse bijdrage van 50 euro;

2° de slakkenkwekers betalen een jaarlijkse bijdrage van 50 euro;

3° microbrouwerijen, de brouwerij die dan tweehonderd hectoliter bier per jaar produceert, betalen een jaarlijkse bijdrage van 75 euro;

4° de microbrouwerijen, de brouwerij die tussen tweehonderd en negenhonderdnegenennegentig hectoliter bier per jaar produceert, betalen een jaarlijkse bijdrage van 100 euro;

5° de ambachtelijke brouwerijen, gedefinieerd als brouwerijen die tussen 1.000 en 10.000 hectoliter per jaar produceren, betalen een jaarlijkse bijdrage van 150 euro;

6° de industriële brouwerijen, gedefinieerd als brouwerijen die meer dan 10.000 hectoliter per jaar produceren, betalen een jaarlijkse bijdrage van 200 euro;

4° de distilleerders, likeurstokers en producenten van andere al dan niet alcoholhoudende dranken, met uitzondering van bier en wijn, betalen een jaarlijkse bijdrage van 100 euro.

Art. 5. Voor aanvragers die niet tot een van de in artikel 3 genoemde categorieën behoren, is de Minister bevoegd om op verzoek van een vereniging of een groep marktdeelnemers nieuwe categorieën van vrijwillige bijdrageplichtigen te creëren.

De Minister stelt bij ministerieel besluit een nieuwe categorie in, met vermelding van de voorwaarden voor het behoren tot die categorie en het bedrag van de bijdragen.

Art. 6. Het bedrag van de bijdragen wordt jaarlijks door het Agentschap aan de vrijwillige bijdrageplichtige meegedeeld, per e-mail of per post, afhankelijk van de door de vrijwillige bijdrageplichtige gekozen methode.

Laatstgenoemde betaalt binnen dertig dagen na de datum van kennisgeving.

Als de bijdrageplichtige niet binnen deze termijn betaalt en niet reageert op de herinnering, wordt hij uitgesloten van het vrijwillige-bijdragesysteem en moet hij zich opnieuw aanmelden voor het systeem. Hij verliest ook het voordeel van de diensten van het Agentschap die afhankelijk zijn van de betaling van de bijdrage. Elke bijdrageplichtige die het bedrag van de factuur of zijn uitsluiting van het systeem wil betwisten, moet per e-mail of per post een klacht indienen bij de dienst Bevorderingsfonds van het Agentschap.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.

Art. 8. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS